

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
64000 Pau

Pau, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA Mont

Usine de Mont - Pole 1
122, route des Pyrénées - MONT
64300 Orthez

Références : DREAL/2025D/10405

Code AIOT : 0005202690

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement ARKEMA Mont implanté Usine de Mont - Pole 1 122, route des Pyrénées - MONT 64300 Mont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une inspection portant sur les émissions de COV du site en 2024 a permis de vérifier que l'ensemble des mesures de réduction des émissions canalisées et celles prescrites sur les rejets diffus avaient été mises en oeuvre et permettaient de respecter les limites prévues par le schéma de maîtrise des émissions (SME).

L'arrêté ministériel du 04/11/2024 imposant la fin du dispositif SME, la présente inspection a pour but d'examiner l'ensemble des émissions diffuses du site au travers des différents points du plan de gestion de solvants (PGS), et d'identifier les pistes de réduction de ces émissions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA Mont
- Usine de Mont - Pole 1 122, route des Pyrénées - MONT 64300 Mont
- Code AIOT : 0005202690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine d'Arkema Mont a été créée en 1963 pour développer des activités industrielles permettant de valoriser les produits extraits du gaz exploité sur la plateforme de Lacq. Aujourd'hui, les principales activités du site sont la fabrication de matières plastiques et le développement de procédés.

L'unité Lactame constitue le cœur de l'usine de Mont. Elle est le siège des phénomènes dangereux majeurs recensés au sein de l'établissement. Ces phénomènes dangereux sont de type « toxique », et liés aux produits utilisés pour la production de Lactame et aux réactions secondaires qu'ils peuvent initier.

Les autres unités sont les UFD (unités de fabrications diversifiées, et ses deux ateliers Orgasol et Orevac) et les unités Pilotes (dont l'atelier de fabrication de nanotubes de carbone).

L'établissement est classé SEVESO « seuil haut » en raison de la présence de produits de toxicité aiguë relevant de différentes rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées. Il est également classé au titre de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de gestion de solvants	AP Complémentaire du 16/10/2023, article 9.2.1.1.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le PGS a été étudié terme par terme, pour les unités Lactame et Orevac.

Les méthodes retenues pour calculer les émissions sont basées plus sur des évaluations procédés que sur de la mesure, mais l'amélioration de la connaissance des différents termes montre que l'approche est robuste et le bilan satisfaisant.

Plusieurs compléments sont demandés à Arkema afin de justifier le calcul de certains termes.

Dans l'attente de la mise en service de l'oxydateur thermique ORGUE, des études sont attendues afin d'améliorer la maîtrise opérationnelle lors des opérations de mise à disposition et de réduire les émissions des bacs de stockage de solvants de l'unité Lactame.

Le PGS de l'année 2025 de l'unité Lactame sera adressé à l'inspection avant fin janvier 2026.

Arkema a mené à son terme le plan d'actions de réduction des PFAS, et les caractérisations des produits présents sur site sont requises sous 15 jours afin de conclure quant à l'efficacité des mesures prises.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/10/2023, article 9.2.1.1.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée :		
L'évaluation des émissions par bilan porte pour l'ensemble des installations sur les polluants suivants :		
Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle
HFC, PFC	Bilan matière et surveillance conforme aux dispositions en vigueur	Annuelle
Le plan de gestion des solvants doit permettre de comparer les émissions annuelles aux émissions cibles fixées par le schéma de maîtrise des émissions prévu à l'article 3.2.5 du présent arrêté. Les valeurs correspondant à chaque terme du plan de gestion sont justifiées sur la base des analyses réalisées dans le cadre de la surveillance des rejets ou en tout état de causes les modalités de calcul sont détaillées.		
Constats :		
Les différents termes du PGS ont été examinés de façon exhaustive, notamment les items O4, O5		

et O6 du PGS de l'unité Lactame.

Le terme O9 est obtenu par bilan et correspond donc aux émissions "inexpliquées" de l'installation. Ce terme est passé de 35 t en 2024 à 6t en 2025 (à fin octobre), ce qui témoigne d'une amélioration de la connaissance des rejets.

Le taux déclaré de raccordement de la soupape de l'événement 4 en 2025 est de 94 %, et les émissions associées sont de l'ordre de 6t par an. Ce taux est inférieur dans la réalité car il prend en compte une période d'arrêt du réacteur HCl (donc sans traitement de l'événement 4), mais concomitamment à une interruption de production de l'unité.

* Les arrêts d'unités donnent lieu à des pertes de solvants par volatilisation afin d'éviter les entrées d'eau dans les équipements lors des nettoyages. Pour l'année en cours, cela représente 24 tonnes, établies par bilan mensuel de consommation des solvants.

Le terme O5 du PGS Lactame a été analysé en détails.

* Les résidus renvoyés de la section A300 sont dirigés vers la transposition, où les solvants peuvent être détruits chimiquement et évacués vers l'événement 2, ou vers l'événement 4. Les quantités de solvants éliminées par ce biais, sans autre mise à l'atmosphère que via l'événement 4 ou réacteur HCl, sont égales à 111 t en 2024.

Les solvants éliminés vers l'événement 4 dans cette section sont comptabilisés 2 fois, et il faut déterminer quelle est l'ampleur de cette erreur.

L'autre terme majoritaire O5 est la destruction au réacteur HCl.

* Pour l'événement 4, le débit est estimé en fonction du débit d'azote mesuré, pondéré de la concentration en solvants (6%, obtenu par analyses). Pour cet événement, les flux estimés de solvants cyclohexane/toluène sont de l'ordre de 8 à 10 tonnes par mois, soit 96 tonnes détruites par le réacteur HCl en 2024.

* Les quantités de CCl₄ détruites au réacteur représentent 99 tonnes, en additionnant les flux des événements 1, 2 et 3 (63 tonnes) et les transformations chimiques opérées dans le procédé (36 tonnes). Le premier de ces 2 points ayant déjà été examiné à plusieurs reprises, le second a été plus particulièrement étudié.

Une note procédés a été présentée, qui établit une consommation de 2,5 kg de CCl₄ détruit par hydrolyse dans la section transposition par tonne de lactame produite. Si ces hypothèses étaient erronées, le bilan global ne serait pas entaché mais la répartition entre les 2 composantes du terme ne serait pas assurée.

* Les quantités de solvants perdues dans les déchets sont égales à 51 tonnes en 2024, et sont le résultat des opérations de distillation du CCl₄.

Le CCl₄ récupéré sur la colonne CA 201 est envoyé pour distillation vers la CA 114. Les lourds de distillation sont extraits et envoyés vers des conteneurs qui sont ensuite pesés. La concentration en CCl₄ est déterminée en fonction de la température de distillation, à l'appui de mesures faites en 2013 à différentes températures. Cette composante n'est pas linéaire en fonction de la production car la distillation du CCl₄ n'est engagée que pour optimiser les tonnages produits quand les besoins sont élevés. Depuis le 1^{er} janvier 2025, la quantité est de 12 tonnes, contre 51 tonnes en 2024. L'arrêt d'avril et juin 2024 (2,5 mois) a conduit à des périodes de production intensives pour une bonne gestion des stocks et donc à la mise en service de cette distillation. Les conteneurs de CCl₄ sont incinérés dans des UVE à Pont de Claix.

Parmi les 66 tonnes considérées comme émises en 2025 au 31/10, 10 tonnes sont imputables aux mouvements de bacs de solvants de l'unité lactame, et probablement quelques tonnes en

statique sur ces bacs.

Le PGS de l'unité Orgasols n'a pas été étudié puisque l'année 2026 verra l'entrée en service de l'oxydateur qui modifiera substantiellement à la baisse les émissions de solvants de cette unité.

Le PGS de l'unité Orevac concerne exclusivement les émissions d'anhydride maléique.

La quantité d'anhydride maléique greffée est mesurée lors de chaque campagne de production, et fonction du grade ou des types de campagnes.

L'ensemble des pertes, non considérées comme greffées, est déclarée comme émise à l'atmosphère à l'exception de 1,5 tonne dosée dans l'eau par le biais d'une corrélation avec le pH mesuré (transformation en acide maléique au contact de l'eau).

Au delà de toutes ces considérations techniques qui ont vocation vérifier la validité des données et à les affiner, il convient de rappeler que les émissions totales de COV pour l'année 2024 étaient égales à 148 t, et donc inférieures au seuil de 210 t prescrit par l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les solvants éliminés vers l'évent 4 depuis la section A300 section sont comptabilisés 2 fois dans le PGS, et il est nécessaire de déterminer quelle est l'ampleur de cette erreur. Le PGS sera corrigé en conséquence lors de sa transmission pour l'année 2025.

Il est demandé à Arkema de vérifier la fiabilité des quantités de CCl4 estimées comme détruites sur la base de notes procédés.

Compte-tenu des résultats acquis et dans l'attente de la mise en service de l'oxydateur de l'unité Orgasols (projet ORGUE) qui devrait conduire à la réduction d'émissions de 30 tonnes de solvants, une étude portant sur les bacs de stockage de solvants de l'unité lactame sera remise avant le 31/12/2026. Elle doit permettre de mieux quantifier les émissions liées à la mise à l'atmosphère de ces bacs (CCl4 et cyclohexane/toluène) et étudier les alternatives à une respiration directe à l'atmosphère.

Un plan d'actions opérationnelles portant sur les mises à disposition de l'unité Lactame et les émissions de solvants consécutives à ces opérations doit être transmis avant le 31 mars 2026. Arkema vérifiera dans la déclaration GERE de 2024 les codes déchets affectés à la destruction des conteneurs contenant du CCl4 et la concordance avec les quantités déclarées dans le PGS. Arkema communiquera les calculs permettant de définir les quantités d'anhydride maléique incorporées aux produits finis par greffage, et par conséquent celles considérées comme émises à l'atmosphère.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

Prescription contrôlée :

Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable

Constats :

Arkema a été en 2023 à l'origine d'émissions de PFAS dans les rejets aqueux à la suite d'une erreur opératoire lors d'un exercice incendie et la libération incontrôlée d'émulseurs.

Plusieurs analyses effectuées à la suite des 3 premières analyses prescrites par l'arrêté ministériel du 23/06/2023 ont permis de vérifier la diminution drastique des émissions. Les flux de PFAS pour l'émissaire 2 sont de l'ordre de 0,1 g/j, et ceux de l'émissaire 3 de 0,02 g/j, en moyenne des 3 analyses de janvier à mars 2024. Ces résultats comparés aux flux de novembre 2023 (0,75 g/j et 1,35 g/j) montrent que les émissions sont probablement liées à des résidus d'émulseurs et que la source a été supprimée.

Arkema a procédé au remplacement de l'intégralité des émulseurs présents sur le site afin de supprimer les PFAS des produits de lutte contre l'incendie. Un seul conteneur n'a pas été renouvelé, mais Arkema indique que les concentrations en PFAS de ce produit permettent de le considérer comme sans PFAS au regard des définitions en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 15 jours, Arkema transmettra les justificatifs des remplacements de ses émulseurs ainsi que les caractéristiques des produits de remplacement et celles de l'émulseur qui n'a pas été substitué eu égard aux restrictions "PFAS" applicables (règlements POP 2019/1021 et REACH 1907/2006)

Type de suites proposées : Sans suite